



e n d a

# Vivre

a u t r e m e n t

Copenhague 95

4<sup>e</sup> série N° 2

DIMANCHE 5 MARS 1995

## Jeunes, encore un effort

Quelque cent quatre-vingts jeunes ont fait le voyage de Copenhague pour donner leur point de vue sur les grands problèmes qui seront débattus au sommet social. Le résultat n'est pas à la hauteur des attentes.

On aurait pu s'attendre à des débats passionnés, à des revendications vigoureuses, à des remises en cause en profondeur. Au lieu de cela, le forum international pour la consultation des jeunes, qui termine ses travaux aujourd'hui avec l'adoption d'une résolution finale, ressemblait à un amphithéâtre d'étudiants bien sages plutôt qu'à ce que le représentant de la Ligue de la jeunesse de l'ANC, Lulu Thompson, définissait dans son discours comme « une force dynamique pour le changement social ». Il est vrai que les cent quatre-vingts jeunes venus du monde entier ont été « parqués » dans une banlieue lointaine de Copenhague. Pis, la plupart logent dans un hôtel non loin du lieu de leur forum. Difficile dans ces conditions de croiser un officiel.

La consultation a été organisée par treize organisations internationales de jeunes, dont le Mouvement international des étudiants chrétiens, l'Organisation mondiale des mouvements des Scouts, l'Union internationale de la jeunesse socialiste, la Fédération internationale démocratique de la jeunesse et le Mouvement international des

étudiants et des jeunes pour les Nations unies. Pour le secrétaire général du forum, Heikki Pakarinen, « tous les critères géographiques, religieux et même de sexe ont été respectés dans le choix des participants ». 12 % des délégués viennent d'Asie, 25 % d'Afrique, 11 % d'Amérique latine, 10 % d'Europe de l'Est et 35 % des pays de l'OCDE. Les pays du Proche-Orient brillaient quant à eux par leur absence.

### Des débats bien canins

A l'approche de la conférence internationale de Pékin, la place accordée aux jeunes filles a bien sûr été évoquée. Si elles étaient majoritaires dans les délégations des pays du Nord, dans celles des pays du Sud, elles sont, en revanche, encore minoritaires et les hommes continuent à occuper le devant de la scène. Ainsi, sur la trentaine de délégués africains, il y a moins de dix jeunes filles. Ce qui est bien peu. Autre problème, celui de l'âge.

« Alors qu'il y a un renouvellement permanent des cadres des organisations de jeunesse dans les pays du Nord, chez nous, fait remarquer un délégué africain, les plus âgés continuent à diriger ». Le phénomène existe aussi dans les pays asiatiques. Faut-il retenir la définition de l'OMS et de l'Unesco qui, lors de la conférence mon-

diale sur la jeunesse en 1985, avaient estimé que seules les personnes entre quatorze et vingt-quatre ans devaient être considérées comme des jeunes ? En tout cas, la question a été posée. Mais il est vrai qu'il y a un véritable problème culturel. Dans les pays du Nord, dès l'âge de vingt-quatre ou vingt-cinq ans, les jeunes se considèrent comme des adultes. L'entrée dans la vie active et les perspectives professionnelles ne sont sans doute pas étrangères à cette situation. En revanche, dans les pays en développement, souvent un jeune de vingt-cinq ans n'a pas encore de perspective professionnelle claire. De plus, il y a le poids des plus vieux qui renforce cette tendance. En tout cas, on n'a pas retenu la demande d'un délégué, qui voulait placer à trente ans la limite supérieure de la jeunesse.

Quant au débat lui-même, il a fallu l'intervention, hier matin, du président de la Ligue de la jeunesse de l'ANC pour donner un peu de vigueur à une assemblée trop sage. « Il faut plus de créativité de la part des jeunes et plus d'efforts de la part des gouvernements pour former et éduquer la jeunesse. Aujourd'hui, le plus important est d'assurer l'éducation et la formation des jeunes, la création d'emplois, la lutte contre la criminalité. Il faut aussi que les pays riches nous donnent les moyens de nous développer », a-t-il affirmé. Sans oublier le rôle du secteur privé, qui doit prendre ses responsabilités dans le développement social. Les

participants se sont divisés en plusieurs ateliers pour plancher sur différents thèmes.

Il n'empêche. Plusieurs délégués ont mis l'accent sur le danger de la routine de telles réunions. « On parle beaucoup et on se répète souvent. Quelquefois, les débats sont creux, alors qu'il y a tant de choses à faire sur le terrain. Mais la vraie question est de savoir si le système international tel qu'il existe aujourd'hui peut assurer la paix

et la justice sociale. Les vrais problèmes sont au Sud. Aujourd'hui, on nous donne de l'argent, mais il faut nous donner les moyens d'assurer notre auto-développement », estime l'Algérien Nourredine Benbrahim, représentant des scouts musulmans algériens (150 000 membres). Si on a beaucoup parlé des problèmes des pays en développement, on a aussi constaté que les réalités sont différentes du Nord au Sud. « Il y

Suite page 2

## Des organisateurs heureux

La scène se passe à Stenhuset (la Maison des étudiants), en plein centre de Copenhague. Hanne Severjnsen, député libéral au Parlement danois, discute développement social avec une vingtaine de jeunes. « Pour toucher les jeunes, il vaut mieux aller là où ils se trouvent », explique Stine Helles, l'initiatrice du forum international des jeunes, une organisation créée en septembre 1993 pour inviter des jeunes du monde entier à participer à des campagnes de sensibilisation avant et après le sommet.

Depuis le 17 février, quelque quatre cent cinquante jeunes ont ainsi investi les centres-ville des principales agglomérations danoises pour organiser des débats sur l'environnement, l'éducation, etc. ; on peut voir aussi des pièces de théâtre ambulants avec pour thèmes les enfants des rues, la pauvreté, la course aux armements. Avec un budget de trois millions de francs, fourni sous forme de subventions notamment par la Commission européenne et le Fonds culturel danois, quelque 200 jeunes étrangers - dont 100 des

pays en développement (avec une majorité d'Africains), 50 des pays de l'Est et 50 autres d'Europe de l'Ouest - sont venus au Danemark.

« J'étais loin d'espérer que le projet prendrait cette ampleur, explique Stine Helles ; nous avons sélectionné les candidats sur leurs motivations et non parce qu'ils étaient membres d'une organisation. » Les responsables espèrent bien aujourd'hui qu'ils pourront continuer à collaborer et constituer une sorte de relais pour leurs partenaires du Sud. S.G.

### DOSSIER

#### Santé

- Pauvreté et maladie
- Le lien Infernal 5
- Russie
- Adieu la sécurité 6
- Asie du Sud-Est
- Alerte aux pesticides 7
- Philippines
- Ouvrières en danger 8



Plantu/La Découverte



# Les questions des philosophes

**Proposer quelques repères éthiques avant les grands marchandages qui vont occuper le devant de la scène les jours prochains. Tel a été l'objectif des intellectuels réunis à l'université de Copenhague.**

► *a des dynamiques différentes selon qu'on vient du Nord et du Sud,* affirme pour sa part la Togolaise Claudia Mensah. *Par exemple, quand les jeunes du Nord parlent de participation, ils entendent par là un abaissement de l'âge du vote, alors que chez nous la participation a un sens plus large. C'est le droit à l'éducation, à la formation, etc.*

## Danger de routine

En tout cas, beaucoup considèrent que la réunion consultative des jeunes a été mal préparée. Les délégués francophones et hispanophones se plaignaient de l'absence de la traduction simultanée des discussions. *« Beaucoup de délégués ne comprennent même pas l'anglais »* affirme Redha, venu d'Algérie. Difficile dans ces conditions de dialoguer et encore moins de faire des propositions. Claudia Mensah met en cause *« l'absence de structures intermédiaires. »* *« On est passé directement des cellules de base qu'on connaît bien à une consultation internationale qu'on ne maîtrise pas. Il aurait fallu qu'on puisse se réunir au niveau régional ou de chaque continent »* On en n'est pas encore là. Par manque de moyens, mais aussi sans doute parce qu'on ne prend pas encore très au sérieux les jeunes, qui représentent tout de même 1,5 milliards d'habitants (sur 5,7 milliards). *« Mais cette réunion consultative est seulement la deuxième du genre, »* estime une déléguée malaisienne. La première a eu lieu à la conférence sur la population du Caire. *« Au fond, même si le résultat n'est pas très excitant, je suis pour ce genre d'expérience. Il faut créer des précédents, et nous devons faire accepter les jeunes comme une force de proposition. Sinon, on laisse la place aux seuls bureaucrates et politiques. »* Les politiques justement, les jeunes doivent les rencontrer mercredi ou jeudi prochain, lorsque leur délégation ira remettre la résolution finale aux participants du sommet officiel.

Siavosh Ghazi

Le Centre for Ethics and Law de l'université de Copenhague a organisé pendant trois jours, du 2 au 4 mars, une rencontre pour préparer le sommet sur le développement social. Une quarantaine de chercheurs de diverses disciplines, venant d'une douzaine de pays du Nord et du Sud, y ont participé. Philosophes, psychologues, sociologues, moralistes, théologiens, historiens et juristes ont réfléchi sur les dimensions éthique et spirituelle du développement social et la recherche d'un corps de principes universels susceptibles de guider les politiques et les actions. Tous les participants ont revendiqué haut et fort leur statut d'intellectuels chargés de mener une réflexion dégagée des contingences de l'exercice du pouvoir.

La réunion, intitulée *« Le développement social et l'intervention et intégration »*, était organisée en trois temps. Le premier, sur la dimension culturelle de la notion de développement, a permis de mener une critique de la conception européenne de ce concept et de tentatives pour l'imposer aux autres continents. Le second a examiné les tensions qui se font jour entre la défense des identités individuelles, locales ou même nationales et la construction d'une communauté internationale. Le dernier temps, plus technique et plus juridique, devait définir les conditions qui justifieraient une intervention de la communauté internationale dans la vie des Etats, tant contre les violations des droits de l'homme que contre ces formes particulières de violence que constituent la misère et la pauvreté.

Dans ce cadre, la notion de développement social est apparue comme une sorte de synthèse entre l'économisme qui caractérise la conception occidentale du développement et l'introduction, depuis quelques années, d'une dimension culturelle dans le processus de développement,

comme en témoigne la proclamation par les Nations unies d'une décennie du développement culturel de 1988 à 1997. La volonté de créer *« une société pour tous »*, telle qu'elle est énoncée dans le projet de déclaration finale du sommet, concerne en effet aussi bien les principes éthiques que le développement technologique, la science que la morale, l'économie que les valeurs spirituelles.

Mais surtout, l'ensemble des interventions et des débats ont cherché à redéfinir comment une société et, a fortiori, la communauté internationale, peuvent se construire en tenant compte à la fois de l'individu, des multiples communautés réelles et d'un projet plus universel, des intérêts individuels ou catégoriels et du bien commun.

## Difficile intégration

La tension entre la diversité des cultures et la recherche de valeurs universelles a constitué l'essentiel des débats. Il s'agissait de définir les conditions d'un dialogue interculturel qui permette de construire une communauté internationale. Pour cela, il importe de tenir compte de l'aspiration des individus et des groupes au respect de leur identité (valeurs culturelles, traditions, modes de vie, religions) et de la considérer comme légitime. Mais ce respect, qui constitue lui-même une valeur éthique à caractère universel, ne doit pas faire obstacle à l'intégration des individus et des peuples dans la communauté internationale. Cette notion d'intégration a d'ailleurs longuement mobilisé la réflexion. L'intégration sociale est importante pour le développement parce qu'elle permet de préserver ce qui fait l'unité de l'individu ou du groupe, l'ensemble des convictions et des attitudes qui lui assurent une permanence et une identité, à travers les aléas de la vie quotidienne ou de l'histoire. La question est alors de savoir ce

qui favorise cette intégration – la démocratie, le bien-être social ou la conscience nationale – et quelles priorités il convient de définir.

Toute communauté nationale est aujourd'hui amenée à se poser cette question, et l'explosion de nationalismes exacerbés témoigne de son actualité. Le philosophe américain Don Ihde a proposé une contribution à cette réflexion en analysant la manière dont notre perception de l'autre est profondément modifiée aujourd'hui par le développement des technologies de la communication – télévision, fax, téléphone, multi-média de toutes sortes. Ces techniques conduisent à un véritable métissage culturel en faisant évoluer notre manière de voir les autres. Face à cela, deux attitudes opposées se font jour : une nostalgie de la tradition, qui conduit au fondamentalisme, et une ouverture à la nouveauté quelle qu'elle soit, qui peut entraîner une perte de repères et d'identité. Dans un monde définitivement multiculturel, la nécessaire ouverture aux autres ne doit aboutir ni à la dépersonnalisation, ni à un syncrétisme *« bricolé »* entre les cultures.

## Le besoin d'utopie

Mais la construction d'une communauté, nationale ou internationale, ne peut se faire uniquement de façon pragmatique. La notion d'utopie ne pouvait être absente d'un débat qui prétend construire une société internationale fondée sur des valeurs éthiques universelles. Jacques Baudot, le représentant des Nations unies à ce colloque, a remarqué combien notre monde était sevré d'utopie, de projets, voire même de rêve. Méfiant à l'égard du caractère totalitaire qu'ont pu revêtir les utopies modernes et contemporaines, notre monde n'en est pas moins à la recherche de quelques idées ou d'un horizon capables mobiliser les énergies et de construire

une espérance. En faisant l'histoire de la pensée utopiste depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, le philosophe danois Ole Thyssen a montré comment elle peut à la fois fonctionner comme un rêve permettant d'échapper à la réalité et comme un projet normatif pour améliorer cette dernière. Pour nos sociétés modernes, le développement durable, la préservation de l'environnement, la recherche de la paix et d'un nouvel ordre international peuvent fonctionner comme une utopie. Mais il ne s'agit pas de retomber dans la naïveté des premiers utopistes ou dans le totalitarisme des utopies plus récentes. Il importe au contraire de prendre en compte le fonctionnement complexe des différents systèmes – économique, politique, scientifique, juridique – qui constituent les sociétés. Derrière cette réflexion se profile la question d'une définition du bien commun et d'une régulation internationale pour en assurer la mise œuvre.

Certes, ce type de réflexions, ô combien abstraites, n'aura sans doute pas d'influence directe sur les conclusions du sommet, mais elle a le mérite d'ouvrir largement le débat qui, de toute manière, devra se poursuivre au niveau des Etats, mais aussi entre nations dans la perspective d'un *« nouvel ordre international »* à construire. A cet égard, Jacques Baudot, s'il a reconnu la faiblesse du projet de déclaration finale, qu'il a qualifié de *« plat »*, l'a cependant jugé porteur d'espoir, dans la mesure où il permet de faire émerger quelques grands thèmes de réflexion. Il a voulu y voir en particulier le signe d'une liberté de l'homme qui peut changer le cours de l'histoire. A ses yeux, la réunion de ce sommet, comme les engagements que vont prendre les participants, montrent qu'on peut faire reculer les limites des déterminismes qui pèsent sur l'humanité. *« On a beaucoup parlé du caractère inéluctable de la mondialisation, a-t-il remarqué, pourtant, nous pouvons réfléchir aux moyens d'en modifier les conséquences et d'en exploiter les aspects positifs »*.

Dominique Alice Rouyer

## Haro sur le dumping social

**Trinité et Tobago, Philippines et Erythrée. Trois pays qui montrent comment la dérégulation et la mondialisation jouent contre l'emploi.**

Après la réunion organisée par la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) et la Confédération des syndicats danois (LO) sur les thèmes « emploi, égalité, justice », le forum international du Mouvement travailliste danois (AIF) et le Réseau de restructuration industrielle (Irene, ONG européenne) ont pris le relais, le 4 mars, pour parler cette fois de « travail mondial ».

Une expression que n'aiment sans doute pas les puristes, mais qui répond à une réalité : si la Bourse de Tokyo éternue, c'est New York qui tousse et Paris qui s'enrhume. De même, les travailleurs, dans les différents pays du monde, ressentent tous d'une manière ou d'une autre les conséquences de la mondialisation du marché. Ce constat a été illustré par trois témoignages. Trinité Et Tobago, petite île des Caraïbes, explique Hazel Brown, coordinatrice de l'Organisation de défense des intérêts des femmes dans ce pays, est régulièrement confrontée aux cyclones. Où trouver les capitaux nécessaires à la reconstruction et relancer les infrastructures industrielles endommagées ? Elisabeth Angsioco, du Mouvement démocratique des femmes philippines, pose le problème autrement : « Aux Philippines, on note une collusion d'intérêts entre les gros détenteurs de capitaux et les barons de l'armée, tandis que les usines implantées dans les zones franches ignorent la législation du travail. » Dans l'Erythrée fraî-

chement sortie de la guerre, « tout est à construire » note Askalu Memkorios, présidente de l'Union nationale des femmes.

A première vue donc, ces pays sont forts différents. Mais ils ont des problèmes communs. « La pauvreté est un problème politique, note Hazel Brown, et il faut lui apporter une réponse politique ». Difficile, quand on sait que Trinité Et Tobago, d'une superficie d'environ 5 000 km<sup>2</sup> pour un peu plus de 1,2 millions d'habitants, est soumis à l'influence de pays plus puissants. Les bénéfices engrangés dans les mines et l'industrie sont largement exportés par les investisseurs et non réinvestis dans la création d'emplois. Résultat, le taux de chômage dépassait 20 % en 1992.

### Pertes d'emploi

Aux Philippines, l'influence des capitaux étrangers est désastreuse pour le marché du travail. Le leitmotiv des investisseurs ? La flexibilité de la main d'œuvre. « La conséquence, note Elisabeth Angsioco, c'est que de plus en plus, pour avoir du travail, on est obligé de pointer tous les matins devant les entreprises et les chantiers de construction. » C'est dire que les emplois sont devenus précaires et la couverture sociale inexistante. Autre phénomène dans ce pays, les employeurs précisent dans les journaux spécialisés qu'ils recrutent des femmes. Leur travail est apprécié dans les zones

franches, où certaines gagnent moins de six dollars par jour. Enfin l'Erythrée. La guerre a presque tout détruit. Les pouvoirs publics tentent de relancer notamment la pêche, pour créer des emplois et faire rentrer des devises. Seulement voilà : les investisseurs ne se bousculent pas, ou veulent imposer leurs conditions. Et la création d'emplois n'est pas forcément leur priorité. Or, plus que jamais, les pouvoirs publics ont besoin d'emplois pour occuper les combattants démobilisés de la guerre de libération.

Trois pays, trois contextes différents, qui montrent comment la mondialisation des marchés et la libre circulation des capitaux peuvent jouer contre l'emploi. Les participants au forum de l'AIF et de l'Irene ont tenté de trouver des solutions permettant de relancer l'emploi. Les uns ont suggéré de réorienter les ressources dans l'agriculture en Afrique, en Amérique latine et en Asie, où ce secteur occupe plus de la moitié de la population. D'autres ont proposé l'instauration d'une clause sociale, qui garantirait les mêmes conditions d'emploi dans tous les pays. L'OIT pourrait veiller à son application, et son non-respect pourrait être sanctionné, les peines restant à définir. Entre ces deux positions, les radicaux demandent que l'on impose purement et simplement à tous les pays la ratification et l'application de toutes les conventions internationales sur le travail.

**Gilbert Lam Kaboré**

**13.000.000**  
56/60  
Den globale økonomiske, økologiske og sociale balance kan ikke rettes uden økonomiske og forbrugsmæssige afsavn fra i-landene.  
13 millioner børn dør i 1995 pga. grimelige levevilkår. 13 millioner værdibeviser er trykt. Hver sværer til et barnliv. Behandl ikke sedlen som menneskeliv, smid den ikke på jorden.  
Dette værdibevis følger sammen med 750 søskendepåner (20 bøger) i en kunststoppet taske forsvaret for humanismen, under PVV's adskillige trykninger.

**Tretten Millioner**

A partir du 6 mars, jour de l'ouverture du sommet, des milliers de billets de banque seront distribués – gratuitement – à travers toute la ville. Valeur de ces coupures : treize millions. Comme le nombre des enfants qui mourront dans le monde cette année encore. Le faux-monnaieur est un artiste danois, Jens Christophersen, qui expose par ailleurs au forum des ONG. Les Etats, qui discuteront des questions de gros sous passeront-ils à la caisse ?

L'interview du jour : **Ignacy Sachs**

## Plaidoyer pour une démocratie sociale

Directeur de recherches à l'Ecole des hautes études en sciences sociales à Paris, Ignacy Sachs fut un des défricheurs de la notion de développement durable. Auteur de nombreuses publications, il place la question sociale au cœur de ses préoccupations.

● Quels sont, selon vous, les enjeux de la conférence de Copenhague ?

**Ignacy Sachs.** Au moment où le modèle néo-libéral connaît un échec cuisant au Mexique, où l'économie globalisée se voit contrainte de gérer les secousses du système financier mondial, la conférence doit affirmer que les problèmes sociaux de la planète ne peuvent trouver de solution dans l'approfondissement de la dérégulation. Elle doit réfléchir aux limites sociales de l'économie de marché. A supposer qu'elle se livre à cette critique du système dominant, le véritable enjeu consistera alors à tirer les conséquences de ce diagnostic. Il faudra affirmer que le social doit commander l'économie et non l'inverse.

Poser la question sociale en termes nouveaux signifie en fait repenser la démocratie. Nous avons vécu jusqu'ici sur une notion de la démocratie réduite à la politique *stricto sensu*. Une véritable démocratie consisterait à donner à tous la possibilité de jouir de la totalité des droits humains, y compris évidemment des droits sociaux.

● Il serait étonnant, vu l'état du rapport des forces international, que la conférence décrète la primauté du social sur l'économie.

**I.S.** Les Nations unies doivent cesser de cultiver la religion du consensus. A Rio, les Etats-Unis ont refusé de signer la convention internationale sur la biodiversité. Cela n'a pas empêché les autres pays du monde de la parapher, et Washington est finalement revenu sur sa position. Il n'est pas sain que le système international dépende du bon vouloir d'une seule puissance. Il est regrettable à cet égard que l'Eu-

rope ne tienne pas sa place et qu'elle ait renoncé à défendre l'idée de protection sociale généralisée, qui constitue pourtant l'un de ses principaux apports à la société du XX<sup>e</sup> siècle.

● Comment la démocratie que vous souhaitez peut-elle s'incarner au niveau international ?

**I.S.** La question est de savoir si le système des Nations unies est capable de se réformer. On peut regretter qu'il n'ait pas jugé utile de fêter son cinquantième anniversaire en procédant à un bilan critique de ses actions passées et en envisageant un nouveau mode de fonctionnement pour les cinquante années à venir. La conférence de Copenhague, première grande manifestation internationale de 1995, aurait pu être l'occasion d'une telle mise à plat. Il est également indispensable de réformer les organisations du système de Bretton Woods.

Peut-être le système doit-il cesser de représenter les seuls Etats. Il faut que la société civile soit davantage impliquée dans la gestion des affaires du monde, à charge pour elle de remplir certaines conditions. Les ONG doivent ainsi s'efforcer d'être plus représentatives. Elles doivent aussi s'organiser. Pour Copenhague, elles auraient dû s'entendre sur un programme minimum à présenter à la conférence officielle.

● Dans quel sens doivent-elles évoluer ?

**I.S.** Elles doivent, à mon sens, élargir leur rôle dans le processus décisionnel en acceptant, en contrepartie, de s'auto-contrôler pour devenir crédibles. Elles doivent aussi assumer un rôle plus régulier et plus actif dans le suivi des décisions des conférences internationales. Pourquoi ne publieraient-elles pas un rapport périodique sur la condition sociale de l'humanité, qui serait un vrai rapport citoyen ? Elles pourront alors devenir une autorité morale ayant la capacité d'alerter l'opinion publique et de casser l'actuel monopole des organisations inter-gouvernementales.

Propos recueillis par S.Bs.

Coup d'envoi du débat sur les questions sociales. Au premier jour du forum des ONG, les problèmes liés à l'éducation, à la santé, à la place de la femme dans la société et à l'aggravation de la pauvreté ont constitué l'essentiel des discussions en atelier. « *Notre ambition n'est pas d'enrayer la pauvreté lors du sommet de Copenhague. Nous sommes toutefois convaincus que le monde sera plus équitable au lendemain du 12 mars.* » Sans donner dans la prophétie, Jan Birket-Smith, directeur du forum, a insisté, dès la cérémonie d'ouverture, sur la nécessaire solidarité des peuples et des communautés pour construire un développement qui produise moins de « déchets sociaux ».

Le monde a longtemps vécu dans l'illusion d'un développement sans fin, profitable au plus grand nombre. Il a fallu les chocs pétroliers successifs, l'accroissement de la pauvreté, l'endettement et les menaces sur l'environnement pour remettre en cause la finalité d'un développement plus préoccupé par les indicateurs de la croissance que par une meilleure répartition de ses fruits. Parlant au nom des pays d'Amérique latine, Juan Somavia, ambassadeur du Chili aux Nations unies, souligne la corrélation entre pauvreté et injus-

## Les ONG se mettent au travail

**La solidarité et l'équité dans la distribution des ressources constituent le meilleur antidote aux problèmes sociaux, selon les premiers intervenants au forum des ONG.**

tice d'une part, guerres et conflits qui déchirent plusieurs régions du monde de l'autre.

En Angola, au Mozambique, au Mexique ou aux Philippines, l'injustice et l'exclusion servent de terreau aux affrontements intercommunautaires. Il y a trente ans, le revenu des 20 % des plus riches du tiers monde était cent fois supérieur à celui des 20 % les plus pauvres. Si rien n'est fait, l'écart passera à 120 d'ici l'an 2000.

Les participants aux différents ateliers ont débattu vendredi et samedi de l'injustice qui caractérise les relations internationales, de la responsabilité des ONG et des institutions en matière de lutte contre les disparités socio-économiques. En analysant les causes du sous-développement en Afrique, en Asie du Sud et en Amérique latine, l'atelier de l'Alliance des peuples pour le développement social arrive à la conclusion que la pauvreté n'est pas due nécessairement au manque de ressources, mais au fait que les richesses disponibles sont accaparées

par les élites dirigeantes, le plus souvent au service des mandataires extérieurs. « *Le Zaïre produit 70 % de diamants industriels du monde mais le citoyen zaïrois n'en a jamais vu la couleur, puisque les principaux centres de transactions se trouvent à Bruxelles ou à Hong Kong. L'Afrique regorge de minerais rares, mais les programmes sociaux prioritaires sont à l'abandon dans les principaux pays exportateurs* », constate Jean-Claude Njem, représentant de l'Union des populations du Cameroun (UPC). Et d'ajouter, « *ce n'est pas le Sud qui est pauvre, mais le Nord qui ne survivrait pas sans les matières premières achetées à vil prix aux pays dits « pauvres ».* »

### L'argent va à l'argent

L'atelier du Comité scientifique femmes et développement a déploré que les femmes ne soient pas suffisamment impliquées dans les programmes de lutte contre la pauvreté en Afrique. Leur exclusion est ressentie comme une injustice fondée sur la discrimination. Parlant au nom

des organisations syndicales du monde, Mamounata Cissé du Burkina Faso relève à juste titre que les femmes constituent la majeure partie des 30 % de la population active mondiale qui n'a ni emplois fixes ni revenus. Si dans certains pays comme la Tunisie, l'égalité en droits et en devoirs des femmes est reconnue, selon Mme Saida Agrebi de l'Association tunisienne des mères, dans d'autres, par contre, la division sociale du travail, les agressions, les sévices sexuels et la maternité précoce constituent de véritables fléaux. Au Soudan, les femmes se battent pour la reconnaissance de leurs droits bafoués par l'intégrisme islamique. Les problèmes sociaux existent aussi dans les pays riches où une frange croissante de la population est confrontée, au chômage et à la pauvreté.

La question est posée : comment faire pour renverser la situation ? Tous sont favorables à un nouvel ordre économique qui favoriserait une meilleure répartition des richesses de la planète. Pour Jean-Claude Njem, la solu-

tion au sous-développement ce n'est pas l'aide mais une inversion de tendance qui ferait des populations du Sud les principaux bénéficiaires des revenus tirés de l'exploitation de leurs ressources. Le développement social ne peut dépendre des seules forces du marché. Les politiques publiques sont nécessaires pour corriger les déséquilibres et l'injustice sociale, reconnaît pour sa part le ministre danois de la Coopération qui remet implicitement en question le discours ultra-libéral à la mode. Mais, insiste-t-il, le respect des droits de l'homme et la démocratisation sont des composantes essentielles du développement. Toutefois, l'appui institutionnel ne servirait à rien sans la participation active des collectivités de base. Au Maroc par exemple, l'Association solidarité féminine présidée par Aicha Ech-Channa recueille depuis quelques années, les femmes abandonnées et les filles mères pour les insérer dans la vie active grâce au travail coopératif. Les femmes souhaitent le lancement des programmes spécifiques pour faciliter leur insertion sociale. La paix n'est possible qu'avec la réduction des disparités. En tant qu'acteurs sociaux du changement, les ONG ont un rôle primordial dans cette bataille cruciale.

Jean Marie Nzekoue

Fundação Cuidar o Futuro

## Les Associations humanitaires et le Crédit Coopératif Partenaires naturels... dans le monde entier

Services bancaires courants, comptes liés ; Crédits de trésorerie et d'investissement ;  
Ingénierie financière : assistance et conseils, participations en fonds propres ; Placements et Téléservices...

Placements éthiques à « revenus partagés »  
pour financer le développement économique des pays les plus démunis ou en faveur de grandes causes nationales  
FCP : Faim et Développement, Épargne Solidaire, Eurco Solidarité, Épargne Solidarité Habitat...

Le Département International du Crédit Coopératif, en relation permanente avec ses correspondants étrangers, vous garantit rapidité et sécurité de vos opérations et réalise pour vous des études personnalisées.

**Vous avez un projet, nous avons une solution.**

Pour en savoir plus, tapez 3614 COOPA « le Magazine » ou écrivez-nous

Département des Organismes Sociaux  
BP 211 - 92002 Nanterre cedex  
Tél. (1) 47.24.87.32  
Fax (1) 47.24.87.13

 **CREDIT  
COOPERATIF**  
UNE BANQUE POUR ENTREPRENDRE ENSEMBLE

Département des Opérations Internationales  
BP 211 - 92002 Nanterre cedex  
Tél. (1) 47.24.86.62 - Fax (1) 47.24.89.25  
Télex 620 496 COPBANK - SWIFT : CCOPFRPP

# Le lien infernal

**Plusieurs millions d'enfants meurent chaque année de maladies curables. Penser la santé en termes de développement est une révolution qui reste à mener.**

Comment mener à bien le développement, comment alléger la pauvreté de pays où 30 % de la population souffre en permanence de maladies diverses, qui entravent constamment sa productivité ? Telle est l'équation en apparence insoluble à laquelle se heurte la majorité des pays du tiers monde. Insoluble, elle ne l'est que faute de mesures visant à rompre le lien pauvreté-maladie. De plus en plus nombreux sont ceux qui s'attachent à améliorer la santé de leur population, non pas seulement comme une fin en soi, mais aussi pour accélérer ou reprendre le décollage de leur économie.

Les principales maladies qui affectent les populations du tiers monde ne sont invalidantes et parfois mortelles qu'en raison de la pauvreté, celle des États et celle des individus ; en d'autres termes, ces mêmes maladies sont bénignes dans les pays développés. Il n'est pas excessif de dire que c'est la pauvreté elle-même qui rend malade et qui tue.

La maladie et la malnutrition qui l'accompagne le plus souvent sont, à l'inverse, de puissants facteurs de pauvreté, aussi bien au niveau des individus et des ménages qu'à celui des États, dont la population voit sa productivité réduite parfois considérablement du seul fait de la morbidité. Améliorer la santé par des mesures simples, destinées au plus grand nombre, c'est œuvrer au développement.

L'immense majorité des maladies qui frappent les populations du tiers monde sont aussi facilement curables qu'évitables, pour un coût relativement modeste. Certes, le tiers monde n'est pas à l'abri des maladies cardio-vasculaires ni des cancers, premières causes de mortalité dans les pays développés. Mais une proportion écrasante de la mortalité et de la morbidité dans les pays en voie de développement relève de maladies infectieuses ou parasitaires que l'on sait prévenir et traiter.

Les plus vulnérables de tous sont les jeunes enfants, dont 13,5 millions meurent chaque année dans le tiers monde. Or, de quoi sont-ils victimes ? 60 % d'entre eux disparaissent à cause de cinq maladies, toutes évitables ou curables : diarrhée, pneumonie, coqueluche, rougeole et tétanos. Les six maladies<sup>(1)</sup> pour lesquelles sont mis en œuvre les programmes élargis de vaccination (PEV) tuent chaque année à elles seules trois millions d'enfants, ce qui montre bien qu'aucun relâchement de la vigilance n'est permis dans ce domaine.

Pourquoi de telles maladies, qui ont cessé d'être meurtrières depuis des décennies dans les pays du Nord exercent-elles de tels ravages ? Faute de médicaments ou de vaccins, bien sûr, mais aussi parce qu'il n'est pas rare que plusieurs frappent simultanément le même enfant et sur-

tout parce qu'elles surviennent sur un fond de malnutrition qui rend ce dernier incapable de résister. Cent cinquante millions de jeunes enfants souffrent de malnutrition à des degrés divers dans les pays du tiers monde : malnutrition globale dans certains cas, due à une insuffisance calorique d'ensemble, ou malnutrition « sectorielle » entraînant des carences en certains éléments essentiels tels que le fer, l'iode ou la vitamine A. Dans tous ces cas, la malnutrition aggrave les maladies infectieuses et parasitaires et précipite l'enfant vers l'invalidité ou la mort.

Le lien malnutrition-infection n'est pas absent, loin de là, dans les maladies qui affectent l'ensemble de la population, enfants et adultes confondus, telles que le paludisme, la bilharziose, les maladies diarrhéiques, la tuberculose, etc. Liées à la malnutrition, ces maladies sont bien souvent aussi liées à la pollution de l'environnement, en particulier celle de l'eau (typhoïde, onchocercose, paludisme, bilharziose, etc.), donc à l'absence ou à l'insuffisance de système d'évacuation des déchets. Le sida occupe une place particulière dans cette « pathologie de la pauvreté » : sur les 15 millions de personnes infectées par le virus dans le monde, 10 millions sont en Afrique, 1,5 million en Asie, où la progression du mal

est fulgurante, et 500 000 en Amérique Latine. Là encore, si les mesures de prévention sont connues, elles ne sont que trop peu utilisées dans la majorité des pays du tiers monde. Le coût du traitement par l'AZT (environ 15 000 FF par an) rend ce médicament inaccessible à l'immense majorité des malades, en l'absence d'un système de prise en charge par la collectivité.

## Soins de santé primaire

Au total, les sommes actuellement affectées dans les pays du tiers monde au secteur sanitaire restent infiniment trop faibles au regard des besoins. Un Français dépense annuellement pour se soigner environ 10 000 FF en moyenne (dépenses de l'État et du malade confondues), contre 25 FF pour les habitants des pays les plus pauvres du monde. En outre, les dépenses de santé restent trop souvent affectées majoritairement au système curatif, onéreux et élitiste, alors que l'efficacité supposerait la mise en œuvre massive de mesures préventives.

Car la stratégie à mettre en œuvre pour alléger le fardeau de la maladie qui pèse, dans le tiers monde, sur les vies individuelles comme sur les économies des pays, est à présent clai-

rement définie : la stratégie dite des « soins de santé primaires », mise au point dès 1978 lors de la conférence d'Alma-Ata par l'Unicef et l'OMS, rencontre à présent le consensus des pays du Sud et celui des bailleurs de fonds.

Fondée sur les piliers que sont la prévention et les soins de base pour le plus grand nombre, l'accès à l'eau salubre et l'assainissement du milieu, cette stratégie est à la fois la plus efficace et la moins onéreuse. Mais elle est loin d'être encore universellement répandue. Plus de la moitié de la population mondiale reste privée de tout accès aux soins, même rudimentaires. Plus d'un milliard d'êtres humains ne disposent d'aucun accès à l'eau salubre. Les quatre cinquièmes, les plus pauvres de la planète, absorbent moins de la moitié des médicaments produits dans le monde.

Clé et conséquence du développement, donc de l'allègement de la pauvreté, l'amélioration de la santé et de la nutrition des habitants du tiers monde n'est pas encore suffisamment perçue de cette manière par les économistes et les planificateurs. Ils conçoivent toujours des travaux d'aménagement, des barrages, des plans d'urbanisme ou d'aménagement agricole, sans en mesurer les conséquences sanitaires. Placer la santé au cœur du processus de développement, telle est l'une des révolutions, théorique et pratique, qui reste à mener.

Claire BRISSET

Comité français pour l'Unicef

(1) Poliomyélite, diphtérie, tétanos, coqueluche, rougeole, tuberculose.



Plus de la moitié de la population mondiale reste privée de tout accès aux soins.

Paul Teixeira / Unicef

## Russie

## La sécurité sociale en péril

La santé des citoyens n'a jamais été au premier rang des préoccupations des autorités pendant les soixante-quinze années de pouvoir soviétique. Le budget de la santé s'élevait à environ 3,5 % du PNB au début des années 90 lorsque l'Etat en assumait toujours la totalité. Aujourd'hui, la situation est encore plus alarmante. Dans le meilleur des cas, l'Etat n'assure, via les budgets locaux et régionaux, que 70 à 80 % de sa quote-part.

Tout comme d'autres villes, Omsk, cité industrielle de Sibérie occidentale (1,3 millions habitants) est à la croisée des chemins. Certes, la ville compte 36 hôpitaux, 69 polycliniques municipales, et un peu moins de 7 000 médecins, sans oublier les hôpitaux dépendant des entreprises. Mais à Omsk, la crise économique a fait chuter et le niveau de vie et le taux de natalité. En 1993, pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, le nombre des décès a dépassé celui des naissances. Une mortalité due bien sûr au vieillissement de la population mais aussi à l'accroissement du taux de morbidité en raison de la paupérisation : tuberculose, maladies sexuellement transmissibles et infectieuses...

Confrontée à une insuffisance dramatique de ressources financières, l'administration municipale essaie de maintenir en l'état quelques secteurs prioritaires (médecine d'urgence, pédiatrie, certaines spécialités...). Pour le reste, la situation va en s'aggravant. L'entretien des infrastructures médicales n'est pratiquement plus assuré. L'approvisionnement (en médicaments et en instruments médicaux) dépend surtout de l'autorité personnelle et des relations des médecins-chefs. La ration alimentaire des malades n'atteint même plus le minimum nécessaire.

## Rien ne va plus

La crise des moyens s'est transformée en crise de conscience. Les médecins, hier mal payés, bénéficiaient néanmoins d'un statut relativement prestigieux. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Comment faire vivre une famille avec un revenu mensuel de 500 FF environ, de surcroît versé avec un ou deux mois de retard, alors que l'inflation atteint dans le même temps 15 % par mois ? L'an dernier, à Omsk, près de trois cents médecins ont démissionné, la plupart pour des activités commerciales sans lien avec la médecine. Dans la cité industrielle, une grande partie du secteur médical dépendait de grosses entreprises qui en assuraient le financement, géraient hôpitaux et polycliniques au bénéfice des salariés et de leurs familles. Une compétition originale et bénéfique pour les patients dans la mesure où les conditions de travail (équipements adéquats, salaires élevés) attiraient les meilleurs médecins. Outre les spécialistes qui exerçaient dans ces centres hospitaliers, des médecins du travail, affectés à chaque division de l'entreprise, devaient veiller aux conditions de travail et effectuer des visites régulières. Une fausse note cependant :

**Dans la cité industrielle d'Omsk, en Sibérie, alors que l'Etat ne peut plus faire face à ses engagements, l'assurance privée a du mal à se généraliser en raison de la paupérisation de la population.**

les médecins étaient tenus d'appliquer sans jamais contester les directives des patrons, parfois au détriment de la santé des salariés.

Mais avec le déclin de l'industrie, l'ensemble de ce système est en train de disparaître. Les entreprises n'ont plus les moyens d'entretenir ces équipements et les transfèrent aux municipalités, alors que celles-ci n'ont même plus de quoi assurer le fonctionnement de leurs propres hôpitaux. Résultat, à Omsk, seuls continuent de fonctionner les hôpitaux d'entreprise des chemins de fer, de la milice et du combinat pétrolier.

Face à cette situation, il fallait trouver d'autres

solutions. C'est ainsi qu'aux plus beaux jours de la perestroïka, alors que les critiques fusaient de toutes parts, l'assurance-maladie est apparue comme une alternative. Théoriquement, tout semblait parfait, l'Etat devant maintenir les services indispensables à un niveau relativement élevé. Au-delà de ce seuil, le patient devait contribuer. Dans les faits, tout s'est passé autrement. Alors que l'Etat ne pouvait plus faire face à ses engagements, les assureurs privés étaient, eux, privés des cotisations des entreprises en raison de l'effondrement de l'économie.

Dans la région d'Omsk, l'assurance médicale a fait son apparition au cours de l'année 1994. A titre expérimental, les habitants des arrondissements ruraux ont reçu des certificats d'assurance médicale obligatoire. Nombre d'entre eux ignorent encore l'enjeu réel de cet engagement. Une tâche rendue difficile par les cinq compagnies d'assurance qui se livrent une rude concurrence. A Omsk, seuls s'assurent, sur une base volontaire, quelques individus et collectivités et, essentiellement, des entreprises privées de taille

moyenne qui assurent ainsi la couverture de leurs salariés. Ce système ne s'est pas encore vraiment répandu, car comparé à celui toujours en vigueur, il n'offre pas d'avantages particuliers. D'ailleurs, la corruption de certains milieux médicaux, qui s'est aggravée ces dernières années, empêche toute réforme significative. Et accentue, de fait, l'inégalité dans l'accès aux soins en théorie gratuits. En raison du coût et de la pression fiscale, il n'y a aujourd'hui à Omsk aucun établissement médical privé. Les rares coopératives et médecins non conventionnés sont écrasés par les impôts et le racket.

L'assurance médicale privée a sans doute plus de chances de se développer dans les grandes villes comme Moscou ou Saint-Petersbourg, où la population (étrangers et nationaux) dispose de revenus plus élevés. A Omsk, où 53 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (environ 150 FF de revenu mensuel), comme dans la plupart des autres régions, la mise en œuvre de ce système est donc peu vraisemblable à court terme, car en l'espace de quelques générations, une médecine gratuite et des médicaments relativement bon marché ont favorisé la déresponsabilisation de la société.

Vadim SOBOLEV  
Médecin, Omsk

## Mali

## Mieux vaut être riche et bien portant...

Quel Dieu ordonne la santé ? Le dictum qui ponctue les salutations montre l'importance accordée par chacun à la santé. Pour le Malien, « avoir la santé, c'est être capable de s'occuper de soi-même, de bien marcher, de travailler, de ne pas avoir mal ». Dans un tel cadre, de nombreux éléments concourent à préserver la bonne santé. Il y a bien sûr les soins à apporter en matière de nourriture et de boisson, d'hygiène et de protection des jeunes enfants. Propreté des aliments et de l'eau, hygiène corporelle, entretien de la concession, vaccination des enfants sont en effet perçus, à défaut d'être appliqués, comme des moyens nécessaires pour « garder la bonne santé ». Mais cela ne saurait suffire. Pour beaucoup, la vraie prévention de la maladie se trouve dans le respect de la coutume et le respect de certains interdits.

En cas de maladie, la famille pratique d'abord l'automédication : « on se débrouille avec ce qu'on connaît ». Ensuite, elle aura recours à un tradipraticien, « quelqu'un qui connaît ». Eventuellement, elle consultera également le féticheur pour connaître la cause de la maladie et son traitement. Ensuite seulement, si la maladie perdure, elle ira au dispensaire. Il n'y a pas pour autant d'opposition à la médecine moderne. C'est plutôt la facilité (par rapport à l'éloignement des dispensaires), l'habitude, mais aussi le moindre coût, qui expliquent ce comportement. Ainsi des vieux du village de Bodiokuy disent : « Autrefois,

on guérissait en malade à Mandiakuy. Maintenant, comme il y a le problème d'argent [les médicaments ne sont plus délivrés gratuitement], nous préférons chercher nos feuilles et nos racines ». Un autre avantage reconnu à la médecine traditionnelle tient à ce que beaucoup de praticiens acceptent de faire crédit, ou bien de se faire payer après la guérison.

## Médicaments trop chers

La différence de coût entre la médecine traditionnelle et les services de santé est de fait importante. Un vieil homme de Founé indique : « Si tu vas chez un guérisseur traditionnel, il te fait payer 5, 10 ou 25 francs [CFA]. Au dispensaire, c'est plus : on peut payer l'ordonnance à 500, 1 000, 1 500 francs ». Les sommes montent parfois beaucoup plus et peuvent atteindre 10 000 Fcfa, lorsque les agents de santé établissent des ordonnances excessives et pour partie inutiles, comportant par exemple plusieurs antibiotiques de même nature, ou encore des « spécialités » plus onéreuses que les médicaments génériques équivalents. L'accès aux soins devient alors largement théorique. A Kita, nombre de malades affluent au dispensaire de la mission catholique, ne pouvant payer les ordonnances prescrites ailleurs. Partout, enfin, la règle officielle – gratuité ou tarification – se combine avec des pratiques privées de recouvrement d'honoraires illicites, ce qui accroît d'autant le coût supporté par les malades.

Si, au village, la santé est l'affaire de toute la

famille, et donc la prise en charge des malades tant bien que mal assurée, en ville, la situation des personnes isolées devient vite préoccupante. C'est notamment le cas des gens âgés. Pour ceux qui ont la chance d'en toucher une, la retraite permet à peine de subvenir aux besoins essentiels. Très souvent, les soins, plus fréquents et plus coûteux pour les personnes âgées, ne peuvent être payés.

De façon générale, constate l'infirmière du dispensaire de la mission de Kita, « les gens ont très peu de liquidités, ils peuvent déboursier 100 Fcfa pour le dispensaire, mais ne peuvent pas payer cash 800 Fcfa de médicaments ». Même pour des familles « aisées », certains soins restent trop chers. Ainsi, « Kader, épileptique, dont l'état nécessite un traitement quotidien. Le malade, déjà complexé par sa maladie, ne vient pas, ne pouvant imposer le coût du traitement à sa famille ». Les salariés et leurs familles, plus nombreux en ville, ont certes droit à l'assurance-maladie, mais celle-ci ne couvre pas les prescriptions médicales.

Médicaments coûteux et peu disponibles, rareté des dispensaires et des unités de soins sont, autant que le poids de la tradition, à l'origine de la faible fréquentation des services de santé. Une fréquentation qui est d'ailleurs en baisse : au total, moins d'un Malien sur trois a un contact avec les services de santé chaque année, alors qu'ils étaient plus d'un sur deux en 1974.

Chantal VERGER  
Orstom-Mali

Santé des travailleurs

# Alerte aux pesticides

**Des millions d'hommes et de femmes empoisonnés, des milliers d'hectares pollués. Les pesticides feraient-ils plus de ravages que les ravageurs des cultures eux-mêmes ?**

Introduit en Asie à la faveur de la « révolution verte », l'usage des pesticides est présenté comme l'un des moyens d'éradiquer la faim dans le monde. Les pesticides sont pourtant également responsables d'atteintes à l'environnement et d'indescriptibles souffrances humaines. Aujourd'hui, environ vingt-cinq millions d'ouvriers agricoles sont gravement empoisonnés chaque année dans les pays du Sud. Des résidus de pesticides sont détectés dans les aliments, l'eau, les sols ou l'atmosphère...

En 1987, la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) annonce que dans cette région du monde, l'autosuffisance alimentaire est atteinte. Du moins virtuellement, car faute d'une juste répartition des fruits de la croissance de la production, trois cents millions d'hommes et de femmes souffrent encore de malnutrition. Ainsi, il n'existe pas d'équation simple entre l'accroissement de la production agricole et l'accès aux ressources alimentaires.

Pourtant, les industriels de la chimie, de nombreux ingénieurs agronomes et des responsables politiques défendent la thèse inverse et continuent d'encourager l'usage des pesticides. Et ce malgré les succès de la lutte antiparasitaire intégrée, malgré les bons résultats de l'agriculture biologique ou les preuves du caractère superflu de l'usage systématique des pesticides. Leur consommation a très fortement progressé dans la région Asie-Pacifique. En 1992, le marché des pesticides en Asie était estimé à 6,145 millions de dollars et, selon les prévisions, c'est cette région qui devrait connaître la croissance de la consommation la plus rapide du monde.

## Un poison qui tue les pauvres

Les pauvres sont les premières victimes de l'empoisonnement par les pesticides : ouvriers agricoles non qualifiés ne respectant pas les consignes de sécurité et ne portant pas de vêtements de protection, familles rurales qui utilisent les conteneurs usagés pour conserver aliments, boissons et provisions, ou villages entiers dont les réserves en eau potable sont contaminées. Le manque d'accès aux soins médicaux peut par ailleurs amplifier les effets de l'exposition aux produits dangereux.

Les enquêtes menées par le *Pesticide Action Network* (Réseau d'action contre les pesticides) en 1992 auprès de deux mille exploitants et ouvriers agricoles dans six pays asiatiques (Indonésie, Malaisie, Corée, Pakistan, Philippines et Inde) révèlent que la majorité des utilisateurs de pesticides n'ont pas clairement conscience de la nocivité des produits. Dans la plupart des cas, ils ne savent



Pulvérisation de pesticides à Sumatra : une agriculture de tous les dangers.

pas lire les étiquettes et n'ont jamais reçu de formation pour utiliser correctement ces substances chimiques. Une ouvrière agricole explique : « Je mélange les pesticides à mains nues. Je ne sais pas si c'est dangereux à terme, mais je sais que cela me brûle la peau ».

La plupart des utilisateurs ne portent pas de vêtements protecteurs, parce qu'ils sont soit inadaptés au climat, soit introuvables, soit trop chers. Au Pakistan, la majorité des cultivateurs interrogés se couvrent le visage d'un morceau de tissu lorsqu'ils pulvérisent. Ils prennent d'habitude un bain, une fois de retour chez eux. L'un d'entre eux, cependant, déclare : « Le soir, je me couche après avoir aspergé ma terre. Le lendemain matin, je recommence les pulvérisations... Où trouver assez de savon pour se nettoyer à chaque fois ? Après les pulvérisations, que je fais pieds nus, je vais nourrir les animaux. Quand la tête me tourne, je me repose un quart d'heure avant de continuer. »

Au Philippines, 60 % des cultivateurs interrogés ont affirmé porter un matériel protecteur... qui se résume souvent à un mouchoir sur le visage. De nombreux agriculteurs (29 %) jettent les conteneurs de pesticides dans leur propre cour, tandis que d'autres (28 %) s'en débarrassent dans les champs. Les exploitants et les ouvriers agricoles de ces pays utilisent des pesticides tels que le parathion méthylique, le monocrotophos, ou encore le phorate et le phosphamidon, qui appartiennent à la catégorie I des pesticides répertoriés par l'OMS, c'est-à-dire celle des substances extrêmement dangereuses.

La majorité des personnes interrogées ont déclaré avoir été empoisonnées et ont mentionné des symptômes tels que vertiges, douleurs musculaires, éternuements, démangeaisons et brûlures cutanées, ampoules sur le corps, étouffements, nausées, changement de couleur des ongles et irritations oculaires. En Malaisie, dans une plantation, toutes les femmes interrogées présentaient des plaques d'urticaire causées par l'utilisation de paraquat. La moitié d'entre elles ont affirmé souffrir d'irritations et de rougeurs oculaires, tandis que 60 % déclaraient avoir les ongles décolorés. « Cela fait vingt ans que je pulvérise des pesticides. Je me sers tout le temps de Gramazone (paraquat). C'est tellement fort que l'odeur me rend presque toujours malade. Au début, cela me faisait pleurer. Aujourd'hui, mes seuls problèmes sont des saignements de nez et des douleurs à la poitrine. J'ai aussi souffert de maux d'estomac », raconte Veena, une travailleuse saisonnière malaise.

## L'environnement, autre victime

L'environnement est lui aussi durement touché. On détecte de plus en plus de résidus de pesticides dans les nappes phréatiques et dans les eaux de surface et côtières de nombreuses régions du monde, ce qui représente une menace pour la santé des hommes. On constate par ailleurs une nette diminution des micro-organismes du sol et de certains types de champignons naturellement pathogènes pour les ravageurs visés par les pesticides.

Les effets nocifs touchent aussi la faune et portent préjudice à des espèces bénéfiques d'insectes, de mammifères et d'oiseaux. En fin de compte, les hommes sont en train de perdre la guerre contre les parasites. L'utilisation des pesticides cause la destruction des ennemis naturels des parasites. Ces derniers deviennent plus résistants, ce qui conduit à des pulvérisations plus massives ou à l'emploi de nouveaux produits contre lesquels les parasites trouveront une nouvelle parade. Le cercle vicieux du poison.

## Une affaire juteuse

Ces ravages sont connus. Mais le commerce des pesticides dangereux continue, car il s'agit d'un marché important. Les Etats-Unis ont exporté en 1991 au moins 1 800 tonnes de pesticides interdits ou volontairement retirés du marché national, dont plus de 90 tonnes de DDT. Dans les pays du Sud, des étiquettes inadaptées, des publicités racoleuses, des emballages mal scellés et abîmés et le manque de formation des vendeurs comme des utilisateurs sont fréquents. Début 1993, en Malaisie, la firme ICI présentait le paraquat comme écologique, sans danger pour les sols, les oiseaux et les abeilles. Or il s'agit d'un produit hautement toxique. Son absorption par voie orale est grave, mais la pénétration cutanée et l'inhalation comportent aussi des risques. Il est extrêmement irritant pour la peau et peut rendre aveugle. Il a été interdit en Autriche, en Bulgarie, au Burkina Faso, en République dominicaine, en Finlande, en Nouvelle-Zélande et en Suède.

Face à ces dangers, une politique volontariste de réduction de l'emploi des pesticides dans l'agriculture et les autres secteurs est nécessaire. D'autres méthodes culturales existent. Dans la lutte contre les parasites des cultures, les ressources de la nature devraient être utilisées au maximum. Ces méthodes devraient être fondées sur des principes écologiques et utiliser au mieux les techniques tant traditionnelles que modernes, tout en préservant les ennemis naturels des ravageurs des cultures et la biodiversité. Ce type d'agriculture existe déjà en Asie où nombre d'agriculteurs ont adopté les techniques de la « lutte intégrée » dans leurs champs de riz. Mais ce ne sera que grâce aux efforts concertés des gouvernements, des agences internationales, des médias, des exploitants et des exploitantes, des mouvements de citoyens, que nous pourrons vraiment nous attaquer au problème qui consiste nourrir l'humanité sans polluer ni notre propre organisme ni notre environnement.

Sarojini V. RENGAM  
Pesticide Action Network  
(Asie et Pacifique)



## Philippines

Le travail,  
ce n'est pas la santé

**Aux Philippines, les ouvrières travaillent dans des conditions déplorables et accumulent les problèmes de santé.**

On compte seize millions d'ouvrières aux Philippines et leur nombre progresse chaque année de 4,4 %. Malgré leur rôle dans l'économie du pays, elles continuent de travailler dans des conditions lamentables, voire dangereuses. Des normes de travail, de santé et de sécurité existent pourtant, mais, selon les spécialistes du *Labour Education and Research Network (Learn)*, dans la seule métropole de Manille, 64 % des entreprises industrielles ne les respectent pas.

Dans la plupart des usines, le bruit est largement supérieur aux 90 décibels que peut supporter l'oreille humaine. La médecine du travail a relevé des taux trente fois supérieurs à ce seuil et nombre d'ouvrières souffrent d'une baisse de l'ouïe et ressentent des bourdonnements dans les oreilles. Dans les chaînes de montage électronique, la moitié des ouvrières, des femmes pour la plupart, n'ont pas une bonne vue. Dans les usines textiles, les travailleurs se plaignent de douleurs dans le nez et de sinusites dues à une mauvaise ventilation. La température élevée et l'humidité provoquent des maux de tête ou des étourdissements.

La Constitution philippine affirme pourtant que l'Etat protège les ouvrières en leur assurant des conditions de travail saines et sûres, et en tenant compte de leur rôle maternel. Ou encore, que l'Etat protège et développe le droit à la santé pour les citoyens, de même qu'il leur inculque une conscience de l'hygiène. En matière de santé, les normes gouvernementales stipulent que, dans les établissements de plus de trois cents personnes, un médecin, un dentiste et une infirmière diplômée d'Etat devraient assurer une permanence. Ces entreprises devraient par ailleurs disposer d'un cabinet dentaire, d'une infirmerie et d'un poste de secours avec un lit pour cent ouvrières. Or, dans les zones franches industrielles, par exemple, les médecins ne passent que deux à quatre heures par jour dans les infirmeries.

« Dans le meilleur des cas, les centres médicaux des entreprises fonctionnent comme un dispensaire pour les affections bénignes et fournissent les premiers soins », explique Minda Luz Quezada, professeur à l'université des Philippines. Ces structures ne per-

mettent pas de répondre d'urgence aux fréquents accidents du travail, comme les sectionnements de doigts et les brûlures provoquées par des produits chimiques. Elles ne sont pas en mesure non plus de traiter nombre d'affections dont souffrent par exemple les travailleuses du textile, telles que les allergies, les dermatites, les conjonctivites, les rhinites, etc. Les produits chimiques affectent également le lait des mères qui allaitent. « Chaque fois que je nourrissais mon bébé au sein, il avait des *ennuis gastriques* », se souvient une ouvrière.

## La rentabilité avant tout

Les patrons des usines, soucieux de rentabilité, ne donnent souvent que de très courtes pauses à midi, ce qui se traduit par de fréquentes indigestions. Les ouvrières n'ont pas toujours non plus le temps de se rendre aux toilettes. En maîtrisant des envies pressantes, les ouvrières développent souvent ainsi des infections de l'appareil urinaire.

Bien que le Code du travail des Philippines l'interdise, de nombreuses femmes assurent les services de nuit, particulièrement dans les industries textiles, de confection et de matériaux semi-conducteurs. « Travailler de nuit entraîne une *perte de dynamisme et de vitalité, bouleverse les heures normales de repos, crée des troubles digestifs et affecte l'état mental aussi bien que le cycle menstruel de l'ouvrière* », indique-t-on pourtant à l'Institut philippin de la médecine du travail. Les conditions dans les ateliers de vêtements clandestins sont bien pires encore. Les ouvrières, n'ayant pas un statut d'employées, ne bénéficient d'aucune aide médicale.

A travers le *Women Workers' Health Network (WWHN)*, un mouvement pour la défense de la santé des femmes sur les lieux de travail, les ouvrières philippines ont exigé qu'outre les garderies et les crèches, les entreprises mettent en place des services sociaux spéciaux, puisque les femmes ont leurs problèmes particuliers. Elles exigent, outre la médecine légale, d'avoir accès à des services de planification familiale ou à une aide psychologique. Le WWHN envisage aussi de lancer un programme d'études pour la formation et la sensibilisation des femmes, et prévoit le développement de modules sur les risques professionnels. Mais la marche sera d'autant plus longue que les syndicats philippins ne sont pour l'heure guère mobilisés sur ces problèmes de santé des travailleuses.

Tess RAPOSAS

Women Features Service

## Calendrier

## Dimanche 5 mars 1995

## Forum des ONG

sur l'île de Holmen

Rens. : Tél. 32 96 19 95. Fax. 32 96 89 19

• **De 9 h à 10 h 45.** Echanges sur les préoccupations des **femmes du Sud** et sur les zones de coopération. Ateliers organisés par le Réseau d'action des femmes en Asie (salle C.2.18). Atelier autour des producteurs, **petits entrepreneurs** et agriculteurs (salle C.2.08). Forum mondial sur l'**environnement** et la **pauvreté** (salle H.1.42). Réunion quotidienne du Réseau international des ONG des petits Etats insulaires en développement (salle C.2.15)\*.

• **De 9 h à 12 h 45.** **Pauvreté au Sud, contrôle de l'immigration au Nord**, quels droits pour les travailleurs immigrés ? Ateliers organisés par l'Alliance pour la concertation sur l'immigration en Asie.

• **De 11 h à 12 h 45.** Exposé des **questions** soulevées au **forum** et informations sur les rencontres (salle C.2.13) par Conseil international de l'action sociale. Atelier du Comité scientifique **Femmes et développement\*** sur la lutte contre la pauvreté en Afrique (salle C.3.28). Débat sur **questions sociales au Nigéria** par l'Organisation de la santé des femmes au Nigéria (salle C.3.21). Autour des problèmes d'**adolescence en Tanzanie, sexualité, santé et sida**, rencontre organisée par la Fondation de recherche sur le développement communautaire (salle C.3.29). Expériences concrètes : à partir d'un film, discussion sur les stratégies à adopter pour la **survie de la localité de Mouyanama**. Avec l'association Gabon environnement et développement sans frontières\* (C.2.07).

• **De 13 h à 14 h 45.** Ateliers sur les **femmes et la santé** dans les pays en voie de développement. Par l'Association de santé du Commonwealth (salle C.3.29) Pour un **dialogue entre les ONG**, du contrôle à la coopération, exemple de la Bolivie : conférence organisée par Dialogos (salle C.2.10). Débat sur la condition des **femmes somaliennes**, passé et avenir par l'Organisation des femmes somaliennes (salle C.2.17).

• **De 13 h à 18 h 45.** Comment améliorer les relations hommes-femmes, ateliers organisés par l'**Assemblée des citoyens** (salle C.2.09).

• **De 15 h à 16 h 45.** L'avenir pour les enfants et les jeunes dans le tiers-monde, atelier proposé par **Enda\*** (salle C.4.33). Débat avec les représentants du Fonds de développement des Nations unies pour les femmes : réflexions sur les conditions de développement social et sur les partenaires nouveaux à envisager en Afrique (salle G.2.39). **Développement social et écologie**, pour de meilleures conditions de vie et pour plus de justice sociale : conférence (salle G.3.19). Problèmes du **travail des enfants** et questions des droits de l'enfance (salle C.2.07). À partir d'une vidéo, discussion sur les **communautés autochtones** de Bolivie, d'Argentine et du Brésil, questions de santé, d'envi-

ronnement et propositions pour une politique commune. Présentation en espagnol par le groupe Sobrevivencia.

• **De 17 h à 18 h 45.** **Présentation du livre\*** *Mariage en Côte d'Ivoire, de la polygamie à la monogamie* et réflexions sur les droits humains de la femme. Par l'Association internationale pour la démocratie en Afrique (salle C.2.13).

• **De 17 h à 20 h 45.** Conférence sur les **droits de l'homme et l'islam\*** organisée par L'entente AEM (salle C.4.32). L'Alliance des peuples pour un développement social propose un atelier de réflexion à partir d'une vidéo sur la condition sociale en Asie, Afrique, Amérique latine et dans les Caraïbes (salle C.2.18.).

## Conférence officielle

à l'auditorium du Bella Center

Rens. : Tél. 33 12 21 20. Fax. 33 14 07 44

• **De 11 h à 16 h.** Séance d'information pour la presse.

## Forum des jeunes

Consultation des jeunes sur le développement social (du 3 au 5 mars, Idrattens Hus)

Rens. : World Assembly of Youth (WAY).

Tél. 31 60 77 70

• **9 h.** Présentation en assemblée plénière.

• **9 h 30.** Quatre ateliers de travail : programme d'action de la jeunesse pour l'an 2000, l'Onu et la jeunesse, rôle de la jeunesse dans les manifestations de l'Onu, de la question des « nations » à la question des « peuples ».

• **11 h 30.** Discussion en assemblée plénière pour la préparation du document final.

• **14 h.** Comptes-rendus des réflexions formulées lors des ateliers de travail.

• **16 h.** Conclusions en plénière. Approbation du document final.

• **18 h.** Clôture du forum. Conclusions.

## Et encore

• **Danse.** Journée de la danse organisée par la Croix rouge danoise, rencontres et ateliers.

**De 13 h à 14 h :** danses tamoules. **De 16 h à 18 h :** danses de Tanzanie. **De 19 h à 21 h :** danses traditionnelles de Bosnie. **De 22 h à minuit :** danses et musiques du Ghana, de la Guinée, du Zimbabwe et du Kenya. À la discothèque internationale sur le lieu du forum des jeunes.

• **Exposition.** Portraits d'enfants du Rwanda et d'Ouganda, tableaux de Jeppe Eisner, photos de Tine Harden. Par l'organisation danoise Sauvez un enfant. Du 3 au 16 mars au 28 Refshalevej, Copenhague.

• **Musique et danse.** Par le groupe de Soutien pour l'environnement et la liaison entre les arts, soirée avec danses, musique et diaporama autour de trois pays le Danemark, le Népal et le Groenland. À 20 h (salle B1.05).

\* Ces événements peuvent être suivis en langue française.

Ce programme est susceptible de changements de dernière heure.

## VIVRE AUTREMENT

Directeur de la publication : Jacques Bugnicourt • Rédactrice en chef : Sophie Bessis • Rédaction : Siavosh Ghazi, Gilbert Lam Kaboré, Jean-Marie Nzekoué, Dominique Alice Rouyer • Edition : Claudine Moïse, Antoine de Ravignan • Maquette : Anabelle Chapô • Flashage : Hertz • Impression : Paradistryk (Danemark) • Distribution : Claire Marsden • ENDA - Organisation internationale à caractère associatif et à but non lucratif, créée en 1972 et basée à Dakar (Sénégal). Enda participe à la lutte contre la pauvreté et à la mise en œuvre d'une politique internationale de développement durable. Dakar : B.P. 3370 Dakar, Sénégal - Paris : 5, rue des Immeubles-Industriels 75011 Paris. Tél. (33-1) 43 72 09 09. Fax (33-1) 43 72 16 81. • Vivre autrement à Copenhague : Hotel Copenhagen Bed and Breakfast, Eglsgade 33, 2300 Kobenhavn S. Tél. (45) 32 96 27 20. Fax. (45) 32 96 83 08. • E-mail : endaparis.va@gn.apc.org •